

<https://www.ujfp.org/spip.php?article6975>



Simon, juif, antisioniste et gilet jaune

- L'UJFP en action - Les plumes de l'UJFP -



Date de mise en ligne : mercredi 27 février 2019

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Par Simon Assoun, éducateur et étudiant en sciences politiques. Membre de la coordination nationale de l'Union juive française pour la paix (UJFP) le 26 février 2019

En se présentant comme protecteur des juifs face au mouvement social, le gouvernement les projette collectivement de son côté, et les érige en symbole d'un ordre largement rejeté. Comment être alors un juif de gauche du côté de la contestation des inégalités ?



Lors de l'acte XV des gilets jaunes à Paris, le 23 février. Photo Stéphane Lagoutte. Myop pour Libération

Tribune. Si la période est confuse, elle l'est d'autant plus pour un juif de gauche. Et c'est en tant que tel que je m'exprime aujourd'hui. Non pas pour délivrer un point de vue spécifiquement « juif » sur l'actualité, mais parce que je ressens le besoin pressant de reprendre une parole dont on me dépossède aujourd'hui. J'entends que le mouvement des gilets jaunes serait gagné à l'antisémitisme le plus abject. J'entends que Macron est mon sauveur. J'entends beaucoup de choses qui sont dites à ma place, moi, juif attaché à sa judéité, antisioniste et en gilet jaune chaque samedi.

Il faut lire la séquence actuelle pour ce qu'elle est : celle qui voit un pouvoir mis à nu par un mouvement de contestation sociale inédit, par son ampleur, son endurance et sa popularité, depuis au moins l'année 1968. Dans ce drame, les principaux protagonistes - le pouvoir et le mouvement des Gilets jaunes - sont engagés dans une lutte à mort. Ainsi, tous les sacrifices sont de mise et, d'un côté comme de l'autre, on sacrifie ce que l'on possède. Des mains, des yeux, des corps, les week-ends en famille ou entre amis, du côté des manifestants en gilets jaunes. Du

côté du gouvernement, ce sera vraisemblablement les Juifs.

Il ne s'agit pas ici de nier l'existence d'un antisémitisme structurel qui se retrouve inévitablement présent, quoique marginal, au sein d'un mouvement large et hétérogène comme celui des gilets jaunes. L'enjeu serait surtout d'identifier les causes profondes d'une régénérescence antisémite, notamment du côté de l'ultra-droite ou de l'autoritarisme néolibéral et raciste. Mais c'est tout autre chose qu'entreprend le gouvernement en projetant collectivement les juifs de son côté, en les érigeant en symbole d'un ordre largement rejeté et en accusant une partie des gilets jaunes d'être antisémite. Curieux protecteur, celui qui place ses protégés supposés au coeur de sa guerre sociale.

Malheureusement, rien de nouveau sous le soleil de la Ve République. Nous, juifs, cela fait un certain temps que nous sommes devenus le symbole de l'innocence républicaine - et ce n'est pas le moindre des paradoxes -, accordée par la grâce du souverain. Et pourtant, il me revient en mémoire la terrible phrase de Raymond Barre, lequel s'adonnait en 1980, alors qu'il était Premier ministre, à un curieux tri entre les victimes d'un « *attentat odieux [qui] voulait frapper les Israélites qui se rendaient à la synagogue et qui a frappé des Français innocents qui traversaient la rue Copernic* ». Ces mots nous rappelaient que nous n'étions ni véritablement français ni véritablement innocents. Notre légitimité en France n'est jamais garantie. Mais si nous nous sommes finalement vus accorder le privilège de l'innocence, c'est au prix d'être devenu bien malgré nous la frontière séparant le progrès d'un côté et la barbarie de l'autre. Nous avons été unilatéralement coincés entre le pouvoir et les masses populaires. C'est une frontière aussi violente que l'ordre qu'elle organise. Dans cette logique, qui s'attaque au pouvoir, s'attaque aux juifs. Une telle proposition valide la pire imagerie de l'antisémitisme européen et rend fertile le terrain pour que se répande « la rumeur qui court à propos des juifs », pour reprendre les mots d'Adorno caractérisant l'antisémitisme moderne. Nous vivons les conséquences désastreuses d'une conception réactionnaire et droitière de l'antisémitisme et de la lutte qu'il convient de mener à son encontre.

Cette lecture du monde ne nous laisse pas le choix, nous juifs, du rôle qu'on nous fait jouer. Elle nous arrache à l'histoire populaire et nous dépossède de notre histoire spécifique. Je veux ici rappeler combien les juifs ont été de ceux qui contestaient les injustices, dénoncées aujourd'hui par les gilets jaunes. Qu'on se rappelle de ces militants juifs syndicalistes, communistes, révolutionnaires, qui ont donné leur vie au mouvement ouvrier. Qu'on se souvienne de ces militants juifs solidaires des luttes anticoloniales des peuples algériens, vietnamiens, palestiniens. Que l'on n'oublie pas ceux qui ont, comme Henri Curriel, assassiné, ou Abraham Serfaty, enfermé plus de dix-sept ans, payé cher le prix de leur engagement aux côtés des subalternes. Que l'on pense, enfin, à nous qui, partageant les difficultés et les douleurs des manifestants en gilets jaunes, avons fait le choix de les rejoindre ou de les soutenir.

C'est tout un héritage politique riche et brûlant d'actualité qu'entreprend de balayer le pouvoir politique depuis une quinzaine d'années. Dans cette perspective, la réitération des propos assimilant grossièrement l'antisionisme à de l'antisémitisme est particulièrement significative. L'antisionisme, au-delà de la polysémie du terme, n'est rien d'autre que le refus de ce qu'a effectivement produit le mouvement sioniste : un Etat et des institutions structurellement racistes et coloniaux. La récente loi fondamentale votée par la Knesset ne permet plus le moindre doute, puisque sont désormais reconnus en Israël les droits nationaux du seul « *peuple juif* ». Etre antisioniste, c'est ne pas seulement voir là le geste d'un gouvernement particulièrement à droite, mais y reconnaître le fruit d'un processus historique qui commence au début du XXe siècle avec le slogan « *une terre sans peuple pour un peuple sans terre* » et les premières expropriations. L'injustice engendre la colère, la violence engendre la violence. Etre antisioniste, c'est donc refuser que le seul horizon possible pour les populations israéliennes et palestiniennes soit celui de la guerre et de la barbarie. En France comme en Israël et Palestine, je me bats pour que soit possible un avenir commun de dignité et d'égalité. Suis-je antisémite ?

Juif, l'actualité m'inquiète. Le tournant autoritaire de l'État et du gouvernement m'inquiète. Que ce dernier prétende me protéger m'inquiète encore plus. Je crois que nous sommes bien placés, nous les Juifs, pour sentir le vent mauvais arriver. Fanon disait : « *lorsque vous entendez parler en mal des Juifs, tendez l'oreille, on parle de vous* ». Il

Simon, juif, antisioniste et gilet jaune

avait raison et c'est toujours vrai aujourd'hui. Je rajouterai cependant : lorsque vous entendez parler en mal des pauvres, des Arabes, des Noirs, des Musulmans, des Roms... tendez l'oreille, on parle des Juifs.

Simon Assoun éducateur et étudiant en sciences politiques. Membre de la coordination nationale de l'Union juive française pour la paix (UJFP)